

NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE « BAKCHICH » SUR BERNARD KOUCHNER

APRÈS LE GABON ET LE CONGO, LE **KURDISTAN IRAKIEN!** EN JUIN DERNIER, LE **MINISTRE** A REFOURGUÉ AUX AUTORITÉS DE CE PAYS UNE MISSION D'**EXPERTISE** DE SANTÉ PUBLIQUE. **275 466 EUROS** À LA CLÉ ET SES COPAINS À LA **CAISSE**.



**KOUCHNER,
MINISTRE
HORS-LA-LOI | P. 9**

**KOUCHNER UN AMI
EN OR MASSIF
| P. 11**

Divorce Areva-Siemens

On a présenté le départ de Siemens d'Areva comme un choix stratégique de la part de l'équipementier allemand. Une version connotée par hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. Si l'Allemand s'est en allé, la faute en incombe à l'Élysée.

En 2004, Siemens avait demandé à Areva et aux pouvoirs publics d'augmenter sa participation dans le nucléaire. Siemens a alors 34% de NP, la filiale d'Areva qui fabrique les centrales. L'actionnaire français va temporiser. Tout est bon pour tenir les Allemands à l'écart. Paris saisit toutes les occasions pour différer : les élections présidentielles, la fusion avec Alstom...

Cinq ans plus tard les Allemands ne voient toujours rien venir. L'attente est longue et les Allemands n'ignorent rien des ambitions de Martin Bouygues sur Areva. Siemens ne veut pas se satisfaire d'un strapontin. Les clauses qui lient Areva et Siemens sont toutefois très encadrées. Fin janvier 2009 chaque partie peut sortir de la relation financière qui lie les deux groupes. En France, au siège du groupe, on a presque oublié cette échéance. C'est donc un coup de tonnerre lorsque Siemens, décide sans tambours ni trompettes de retirer ses billes. Deux jours avant l'échéance une lettre officialise le divorce. Alea jacta est...

Selon plusieurs sources hauts placées au Quai d'Orsay, le gouvernement français et plus encore Nicolas Sarkozy sont les seuls responsables de ce divorce industriel. Nicolas aurait tendance à prendre les allemands pour « des imbéciles mal dégrossis ». Son tropisme anglo-américain, les multiples couacs qui se sont succédé depuis son élection, avec Berlin et Angela Merkel pourraient bien jouer un mauvais tour à Areva.

Siemens, va logiquement se tourner vers les Russes. Ces derniers maîtrisent certes la construction des centrales nucléaires mais rêvent aussi de pouvoir allier à leur technologie, un label de rigueur « made in Germany ». Auquel cas, Areva n'aura pas seulement perdu un actionnaire, quand l'entreprise cherche quelques milliards d'Euros, mais aussi gagné un concurrent *

ÉRIC LAFFITTE

SOMMAIRE

FRANCE

2 → Divorce Areva-Siemens

→ Un nouveau trou dans le budget

3 → Les off de la semaine

5 → Petits arrangements au Kurdistan

7 → Kouchner, ministre des factures étrangères

9 → Bernard Kouchner, ministre hors-la-loi

20 → Rachida Dati, de l'héroïne pure XIX^e

MONDE

13 → Bouteflika complètement à l'ouest

15 → Le big bisou de Carlos à Barack Obama

16 → BD Mohammed VI, épisode XVI

PLUS

11 → Kouchner, un ami en or massif

12 → Alain de Pouzilhac, Christine Ockrent et le million

17 → La BD, on l'Angoulême ou on la quitte

19 → Pétition nationale pour délocaliser l'Élysée à Vire

→ Le prince Pokou : Solitude



10 | BONGO PAIE, BOCKEL EST VIRÉ

Cécilia et Richard Attias : un nouveau trou dans le budget du ménage

Un malheur ne vient jamais seul. Déjà victime d'un cambriolage au début de l'année au domicile de Cécilia pour un préjudice estimé à 500 000 euros, (selon la police mais seulement 50 000 selon des « proches » de l'ex-première dame), le couple Attias est confronté à de nouvelles difficultés financières. Il apparaît en effet que Richard Attias, contraint de quitter Publicis en avril 2008 a fort mal investi ses diverses indemnités et autres stock-options négociés lors de son départ. Des placements hasardeux qui n'ont pas résisté à la tornade boursière de ces derniers mois.

Selon une source généralement bien informée, le mari de Cécilia aurait ainsi vu s'envoler « environ 50 millions d'€ ». Un

manque à gagner que l'homme d'affaires, désormais installé à Dubaï comme directeur général du Dubaï Event Management Corporation, a cherché à compenser en demandant à son employeur (le gouvernement de Dubaï) une enveloppe de 200 millions d'euros pour sa nouvelle activité.

Mais comme Bakchich l'a déjà raconté, la crise ne sévit pas qu'à Wall Street et ses prétentions ont été refusées. D'où l'hypothèse d'un nouvel exil vers des cieux plus cléments. Aux USA, estiment les uns. Au Maroc, assure une autre source selon laquelle Richard Attias s'emploierait activement à se rapprocher de Mohammed VI *

FRANCESCA GASSE

Les off de la semaine

LUNDI HERVÉ MORIN PARLE AFGHANISTAN AVEC LES VEDETTES DU PETIT ÉCRAN

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, reçoit une fois par mois, le lundi soir, quelques personnalités. De préférence, des vedettes du petit écran. Ainsi lundi 26 janvier, il avait réuni autour de lui le chroniqueur du *Figaro*, Eric Zemmour, l'ex-présentateur du JT de TF1, Patrick Poivre d'Arvor, le slammeur Abdel Malik et encore l'animateur de Canal +, Thierry Ardisson... Un casting des plus éclectiques, donc !

Devant son public, Morin en est venu à parler de son boulot de ministre de la Défense et de son voyage en Afghanistan, à Noël. Même entouré de trois gardes du corps, a confié le ministre, il n'était pas tranquille du tout, constatant que la situation était loin d'être aussi maîtrisée que ce que la France voulait bien dire. Et il attend quoi le ministre de la Défense pour faire quelque chose ? ①

PROCÈS TIBÉRI : JEAN-CLAUDE MARIN SE DÉPLACE EN PERSONNE

Le procès de Jean Tiberi, député-maire du 5^{ème} arrondissement de Paris, pour fraude électorale présumée s'est ouvert ce lundi après-midi. Et, oh surprise, c'est Jean-Claude Marin, le procureur de la République de Paris, qui représentera lui-même le parquet. Pour le réquisitoire de l'affaire des faux électeurs, le parquet de Paris avait laissé traîner les choses et n'avait pas fait de réquisitions, ne prenant donc pas partie. C'est l'ex juge d'instruction Jean-Paul Albert qui présidera les audiences ①

FRÉDÉRIC LEFÈVRE TRAITE ROYAL ET AUBRY DE « HARPIES »

Dans un communiqué paru ce lundi 2 février, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre n'y est pas allé de main morte pour répliquer au message de Martine Aubry. Dans la matinée, la Première secrétaire du PS avait réagi à la présentation par François Fillon des investissements gouvernementaux face à la crise.

La réaction de Lefebvre n'a pas tardé : « Ça suffit ! Le cynisme du PS qui, pour masquer la guerre de harpies que se livrent Ségolène Royal et Martine Aubry, multiplie les attaques contre les solutions de sortie de crise ». Selon la définition qu'en donne *Le Petit Robert*, « Harpie » désigne dans la mythologie un monstre fabuleux à tête de femme et à corps d'oiseau, à griffes acérées et au sens figuré une femme méchante acariâtre.

Le porte-parole de l'UMP n'aurait-il pas perdu ses nerfs ? ①

MARDI NOUVEAU REFUS DE JACQUES CHIRAC DE TÉMOIGNER

Selon les *Les Nouvelles de Tahiti*, Jacques Chirac n'aurait absolument aucune intention de témoigner dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Jean-Pascal Couraud. Plusieurs sources de presse (dont *Bakchich*) ont fait état de l'intention du juge Jean-François Redonnet d'entendre l'ancien Président de la République. Une audition qui pourrait avoir lieu début février.

En juin dernier le magistrat s'était rendu au cabinet de l'avocat de Jacques Chirac, Jean Veil, pour y perquisitionner. Dans la foulée,

le juge avait également perquisitionné et saisi des documents au siège de la DGSE. Depuis, plusieurs documents classés « secret défense » et intéressant ce dossier, ont été déclassifiés par Hervé Morin, ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy. Les investigations du magistrat visent à élucider les circonstances et le mobile du meurtre très probable de Jean-Pascal Couraud disparu dans la nuit du 15 au 16 décembre 1997.

Ce journaliste était connu comme opposant et enquêtant sur Gaston Flosse, Président de la Polynésie française et intime de Jacques Chirac. Flosse bénéficiait d'une sorte de garde prétorienne – le Groupe d'intervention de Polynésie – le GIP. Un GIP par ailleurs discrètement piloté à distance par un petit noyau de « jeunes retraités » des services secrets, après 1995. L'un des ex-membres du GIP assurera avoir assisté au meurtre du journaliste, puis modifiera sa version. D'ores et déjà et de manière préventive, l'avocat de Chirac, Jean Veil a donc fait savoir que son client refuserait d'être entendu. Comme Jacques Chirac a refusé de l'être dans les affaires Clearstream et Borrel ①

ANGOLAGATE : YVES BERTAND DECIDE DE SECHER L'AUDIENCE

Yves Bertrand ne se rendra pas à la convocation du tribunal qui juge l'affaire de l'Angolagate mercredi matin. Un peu énervé, le président Parlos a expliqué au cours de l'audience qu'il se prononcerait demain matin sur la suite à donner à cette absence de l'ancien patron des Renseignements Généraux. Va-t-il le faire venir entre deux gendarmes ? ①

MERCREDI COUP DE TABAC SUR « L'EXPRESS »

Illustration de la crise sévère qui sévit sur la presse écrite dont le marché publicitaire est en train de s'effondrer, le groupe *L'Express/L'Expansion* vient de programmer 51 départs d'ici le mois de mars. Problème, pour l'heure, seuls 10 salariés se sont déclarés volontaires pour quitter le groupe. 41 vont donc être désignés volontaires... ①

ANGOLAGATE : LE JUGE COURROYE PASSE À LA QUESTION

C'est sous l'oeil attentif de Thierry Herzog, l'avocat de Nicolas Sarkozy bien qu'il ne soit pratiquement jamais présent aux audiences – et dans une salle comble et surchauffée –, que l'ancien juge d'instruction, Philippe Courroye, a été cuisiné, ce mercredi 4 février, par les avocats du procès de l'Angolagate. Sans pour autant trouver de faille dans les réponses de celui qui est aujourd'hui procureur de Nanterre. Courroye, un proche de Sarkozy, est pressenti pour prendre le poste de Procureur de la République de Paris.

Au cours de l'audience, Gilles-William Goldnadel, l'avocat du riche homme d'affaires Arcadi Gaydamak, a soulevé violemment la question de l'attribution de la légion d'honneur à Courroye, en lui demandant s'il l'avait reçue suite au non-lieu délivré dans l'affaire de l'appartement de Nicolas Sarkozy. C'est ce dernier qui a en effet décoré le magistrat.

« C'est insultant, maître Goldnadel ! », s'est emporté le Président du tribunal. Courroye a demandé que l'échange soit acté par le greffe. Un incident d'audience délibéré de la part de la défense de Gaydamak, avec l'intention de dire que l'attribution de la décoration de l'homme d'affaires n'avait, elle non plus, rien d'illégitime ①



Les off | SUITE

JEUDI MARTINE AUBRY TRÈS EN COLÈRE CONTRE LE JOURNAL QUI ECRIT « DES SALOPERIES »

La Première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, n'a toujours pas digéré un petit article paru dans *le Parisien*, mardi 3 février. Le quotidien donnait la parole à Sébastien Huyghe, député UMP du Nord et ex-candidat UMP à la mairie de Lille, qui s'interrogeait sur le mode de rémunération du bras droit de Martine Aubry. Jean-Marc Germain est à la fois son directeur de cabinet à la présidence de la communauté urbaine de Lille et au siège du PS. Le quotidien lui donnant la parole, Germain s'est défendu.

Mais piquée au vif, Martine Aubry s'en est prise à l'un des journalistes du *Parisien*, qui l'accompagnait en déplacement à Strasbourg, ce mercredi 3 février... Alors même qu'il n'était pas l'auteur de l'article ! Manifestement Aubry n'a rien voulu entendre, refusant de répondre à une de ses questions au prétexte qu'il travaille pour un « journal qui écrit des saloperies ».

L'intéressé a donc préféré quitter le wagon, le tout devant d'autres journalistes et membres du staff socialiste atterrés par la scène. Consciente de l'embarras général, la Première secrétaire a tenté de rattraper le coup, en assurant que le journaliste en question n'était pas personnellement en cause. Aubry s'est ensuite lancée dans un discours moralisateur d'une demi-heure sur la déontologie de la presse.

À l'arrivée à Strasbourg, le journaliste du *Parisien* a pris le premier TGV pour rentrer à Paris ①



L'ÉLYSÉE A LÂCHÉ KOUCHNER

Oublions, puisque la rancune est mauvaise conseillère, que *Bakchich* a publié les factures, en or massif, des prestations de Kouchner, et cela bien avant la sortie du livre de Pierre Péan...

Pour se mettre en branle sur ce dossier Kouchner, les médias, frileux par un tel hiver, et les hommes politiques qui le sont tout autant, ont eu besoin de la caution d'un auteur qui a été l'hagiographe de Mitterrand avant d'être celui de Chirac... Bon. Le grand intérêt de ce livre est d'indiquer que Kouchner a été flingué de l'intérieur même de l'Élysée. On ne citera pas de nom mais on sait que Guéant, le « Père Joseph » de Sarkozy, et Levitte, son conseiller en matière de politique étrangère, n'ont pas une passion pour le « french doctor », pas plus que Balladur dont le président de la République continue d'écouter le murmure.

Ainsi c'est un membre important de l'entourage de Sarkozy qui (sur ordre supérieur ?) a balancé cette information capitale : Bongo et Sassou ont protesté auprès du président de la France contre le comportement des employeurs de BK qui n'hésitaient pas à les relancer afin qu'ils honorent leurs factures, celles de leur ancien consultant devenu patron du Quai d'Orsay.

Les employeurs s'étant eux-mêmes transformés en attaché de presse et ambassadeur auprès de ces mêmes Affaires étrangères. Pour ceux qui savent décrypter ce genre de signal, Sarkozy a bien lâché Kouchner ①

ALGÉRIE : LE GÉNÉRAL BELKHEIR DE RETOUR A ALGER APRES AVOIR TENTÉ DE SE SOIGNER EN ESPAGNE

Homme fort de l'Algérie dans les années 90, le général Larbi Belkheir est très affaibli par une maladie des poumons. La semaine dernière, il s'est rendu dans une clinique du pays basque espagnol, à Pamplona, pour se faire soigner. Mais, faute d'amélioration de son état de santé, son épouse aurait demandé son rapatriement à Alger où le général est rentré hier, mercredi, en avion médicalisé. Il a été aussitôt hospitalisé à l'hôpital militaire de Ain-Nâadja. Comme *Bakchich* l'a déjà raconté, le général Larbi Belkheir était venu se faire soigner à Paris en octobre 2008. Il était précipitamment retourné en Algérie après que les autorités algériennes, et notamment le Premier ministre Ahmed Ouyahia, aient eu vent du risque que le général soit auditionné en France par la justice dans le cadre de l'affaire Mecili, du nom d'un opposant algérien assassiné à Paris en avril 1987 ①

VENREDI QUAND PHILIPPE SEGUIN PREND SARKOZY POUR NAPOLEON

Moment amusant lors de la présentation devant la presse ce mercredi 4 février du toujours très attendu rapport public annuel de la Cour des comptes.

Questionné par un journaliste de France 3 Corse sur l'avenir des chambres régionales des comptes, Philippe Seguin, le premier président de la Cour, se lance dans une longue réponse où il fait référence à un engagement pris par Sarkozy.

« Le président de la République est venu ici dans cette grande salle même le 13 janvier 1807. » Rires sincères du côté de la salle où se trouvent les présidents des chambres et une bonne partie des conseillers de la Cour. « Qu'ai-je dit ? s'interroge Seguin. 1807 ? C'est bien sûr 2007, j'étais en train de faire un calcul dans ma tête sur le nombre de chambres régionales ».

Si l'inconscient de Séguin confond Sarkozy avec Napoléon 1^{er} qui régnait à cette époque, en revanche le premier président de la Cour des comptes est loin de comparer l'action de Sarkozy avec celle de Napoléon.

Juste avant de s'exprimer devant la presse, Seguin était d'ailleurs à l'Élysée où il a remis à Sarkozy le rapport annuel assorti d'une dramatique mise en garde. La Cour démonte purement et simplement le plan de relance concocté par Sarkoléon. « L'effet total sera fort mais en principe temporaire sur le déficit. Il sera en revanche massif et durable sur la dette », prévient le Premier président. Conclusion, Sarkozy va endetter les générations à venir jusqu'au cou.

Commentaire euphémique de Seguin sur cette entrevue. « Le président n'a rien dit mais je n'ai pas de doute quant à ce que le risque que nous soulignons soit très présent à son esprit. »

Question : Seguin va-t-il finir muté à la tête d'une préfecture de Normandie où un poste a tout récemment été libéré par Sarkozy ? ①

PETITS ARRANGEMENTS AU KURDISTAN

EXCLUSIF APRÈS LE GABON ET LE CONGO, LE **KURDISTAN** IRAKIEN ! EN JUIN DERNIER, LE **MINISTRE** A REFOURGUÉ AUX **AUTORITÉS** DE CE PETIT PAYS UN VAGUE **CONTRAT** D'EXPERTISE MÉDICALE. AVEC **275 466 EUROS** À LA CLÉ ET SES COPAINS HUMANITAIRES À LA **CAISSE**.

RAPPORT SUR LA SANTÉ AU KURDISTAN IRAKIEN
par le bon docteur Kouchner



Ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner se défend de tout mélange des genres entre son ancien boulot de consultant, sa casquette de ministre des Affaires étrangères et son toujours actuel statut de gérant de société. Son très subtil avocat, Georges Kiejman, explique qu'il n'existe aucune preuve « du fait que Kouchner, étant devenu ministre, aurait réalisé n'importe quel rapport pour le compte de n'importe quel État étranger » Dont acte !

AMITIÉ, QUAND TU NOUS TIENS ! Mais *Bakchich* est en mesure de révéler que Kouchner, devenu ministre, a fait conclure au Quai d'Orsay un très gros contrat de santé publique au Kurdistan irakien au profit de ses proches amis.

Et quel contrat ! Vingt-cinq jours de présence pour 275 466 euros, soit 1 150 par jour, deux fois plus que les tarifs conseillés par la Banque Mondiale (820 dollars, soit 630 euros).

Le tout pour organiser une vague conférence en 2009, avec aux commandes un ancien de ses conseillers à la Santé et ex patron de Médecins du Monde, Patrick Aeberhard.

Détail amusant, ce médecin a été nommé professeur à Paris VIII par l'ancien président de la fac et grand ami de Kouchner, Pierre Lunel. Lequel Lunel appartient aujourd'hui au cabinet du ministre, malgré l'instruction dont il fait l'objet au tribunal de Bobigny. Les soupçons de la justice portent sur le mélange des genres dont ce pote du ministre se serait rendu coupable à la tête de Paris VIII en organisant... de bien étranges missions médicales et culturelles.

Dans l'entourage de Kouchner, l'exper-

tise médicale est devenue une seconde nature !

ECHAPPÉES BELLES ET... JUTEUSES

À Erbil, capitale du Kurdistan irakien, se nouent apparemment de juteuses affaires. Îlot de tranquillité dans une zone en feu, cette jolie province est le passage obligé d'une bonne part du commerce entre l'Irak et son grand voisin turc. Voici une situation privilégiée et fort rentable, qu'il serait bien benêt de ne pas exploiter. Les Américains et les Russes exploitent le filon depuis des années.

L'ami Bernard n'est pas un perdreau de l'année à Erbil. L'ancien French Doctor y a posé sa mallette humanitaire en septembre 1974, pour dénoncer le le massacre des Kurdes par Saddam Hussein

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

PETITS ARRANGEMENTS | SUITE

C'était il y a bien longtemps...

Le 2 juin dernier, le ministre est revenu au Kurdistan pour inaugurer l'antenne locale de l'ambassade de France en Irak. Le Quai d'Orsay ferme des postes partout à travers le monde ; mais Kouchner en ouvre en terre kurde et nomme comme consul son vieux pote Frédéric Tissot, lui aussi survivant de Médecins du monde. Et cette nomination vaut de l'or. Ce veinard de Tissot est nommé au tour extérieur avec rang de ministre plénipotentiaire, un statut équivalant à l'ambassadeur de France à Bagdad, le risque en moins. Soit plus de 20 000 euros par mois.

UNE FACTURE QUI PÈSE LOURD

Incorrigible, le ministre des Affaires étrangères n'a pu s'empêcher, durant son escale kurde, de proposer au gouvernement local une mission d'expertise en Santé publique. Après le Congo, le Niger, le Gabon... le Kurdistan. « *C'était hallucinant, se rappelle un diplomate occidental qui a assisté à la visite, le projet d'une mission sur la santé est le premier sujet, dont il a parlé avec Talabani (le Premier ministre kurde) et Yones (son ministre de la Santé) ».*

Dès son retour à Paris, le ministre et son cabinet multiplient les notes pour que le projet se fasse vite. Le contrat transite par France Coopération Internationale (FCI), une agence officielle, et cela le plus normalement du monde. Ce qui l'est moins, c'est que le coût de la mission, presque 300 000 euros, est hors norme. Quant à la facture elle-même, que *Bakchich* a consultée, elle tient en une modeste page aux intitulés vagues. Autre surprise, l'opération est entièrement à la charge des kurdes. De l'inédit, dans les contrats passés en matière de coopération avec des pays étrangers. « *Franchement, c'est une première* », note un coopérant.

UNE VÉRITABLE ÉPREUVE DE FONDS

L'objectif de la mission est « *la préparation d'un document de travail pour un plan national de Santé et d'organiser une conférence nationale sur ce sujet stratégique* ». Cerise sur le gâteau, la conférence, précise un document de travail interne au Quai, pourrait être présidée par Kouchner lui-même. Du moins s'il est encore ministre !

Vaste programme, qui ne va pas sans préparatifs. Selon les sources irakiennes consultées par *Bakchich*, les experts vont mettre la main à la pâte. Trois d'entre eux passent deux semaines à Erbil, puis une escouade de quatre spécialistes bat la campagne kurde pendant dix

jours.

Heureusement, l'affaire reste entre de bonnes mains. L'ancien président de Médecins du Monde et ex-conseiller de Kouchner au secrétariat d'État à la Santé, Patrick Aeberhard, pilotera l'opération et devra même passer cinq jours sur place ! Mais son défraiement, au grand étonnement des officiels kurdes, n'a pas été budgétisé. Sans doute un oubli. Les consignes du ministre, relayés par son conseiller au Moyen Orient, Christophe Bigot, avaient pourtant été limpides. L'ordre écrit avait été donné, sitôt Kouchner rentré du Kurdistan, d'apporter toute l'aide matérielle au Professeur Aeberhard, notamment les frais de mission.

GARE AUX MARAUDEURS

Du 22 au 25 février prochain, une mission économique-politique, forte d'une dizaine de parlementaires et de représentants de grandes entreprises françaises, dont Veolia, devait se rendre à Erbil, à l'invite des autorités kurdes. Hélas, le député UMP, Thierry Mariani,

le gentil organisateur du voyage, a reçu, mercredi 4 février, une lettre d'annulation. Avec un mot d'excuses, prétextant les élections à venir.

Dès que la rumeur d'une mission parlementaire, début janvier, a été évoquée dans les milieux dits « autorisés », le consul Tissot est entré en résistance. « *Il semble qu'il ne voyait pas ce projet d'un bon œil, comme si on voulait lui voler son gâteau* », explique un proche de Mariani. « *Sitôt qu'un émissaire se pointait pour rencontrer les officiels, raconte un diplomate, il lui collait aux basques et squattait presque tous ses déjeuners* ».

Quand, fin janvier, la mission Mariani adresse directement un courrier aux services du Premier ministre kurde pour dévoiler son programme, le consul sur place, Frédéric Tissot, explique à ses interlocuteurs que « *C'est un faux* ». Les Kurdes s'étonnent. Sondent leurs différents émissaires à Paris. Un nouveau courrier est envoyé via le Quai, cette fois. Trop tard. Les Kurdes ont préféré annuler la mission.

Les humanitaires ont remporté la première manche. Pour combien de temps encore ?*

XAVIER MONNIER ET NICOLAS BEAU

6 000 EUROS ET PAS DE CHARGES

Avec ses factures africaines et ses diverses missions de consultant, Bernard Kouchner assure avoir, durant trois ans, touché un « *peu plus de 6 000 euros par mois après impôts* ». Après impôts peut-être, mais sans charges sociales, à en croire les comptes de BK conseils exhumés par *Bakchich* (voir document). Les lignes charges sociales, salaires et traitement se révèlent totalement vierges. Malin, Bernard Kouchner s'est rémunéré en dividendes, ce qui évite de cotiser à la sécurité sociale et autres organismes (hors de la CSG). Et c'est tout bénéf' pour l'ami Nanard qui bénéficie déjà de la sécurité sociale des anciens députés et des ex ministres. Prodigue en conseil sur la santé publique, le ministre des Affaires étrangères se révèle moins compétent en matière de comblement du trou de la sécu...

Rien d'illégal certes, mais un peu amoral...

TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	FR	254 470	83 475	-1 638
Achats de marchandises	FS			
Variation de stock (marchandises)	FT			
Achats de matières premières et autres approv.	FU			
Variation de stock (mat. 1ères et autres appro.)	FV			
Autres achats et charges externes	FW	33 517	23 700	10 630
Impôt, taxes et versements assimilés	FX	53	54	95
Salaires et traitements	FY			
Charges sociales	FZ			
Dot. d'exploitation sur immo. : dot. aux amort.	GA	273	758	1 048
Dot. d'exploitation sur immo. : dot. aux prov.	GB			
Dot. d'exploitation sur actif circulant	GC			
Dotations d'exploitation pour risques et charges	GD			
Autres charges	GE			
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	GF	33 844	24 514	11 774

↑ Les comptes 2007 de BK Conseils, la défunte société de Bernard Kouchner, sont vierges de toute charge sociale et de tout salaires. Seule la CSG est acquittée.

Kouchner, ministre des factures étrangères

QUAI D'OR FRAIS « BAKCHICH », AVANT LA SORTIE DU LIVRE DE PIERRE PÉAN « LE MONDE SELON K. », A DÉVOILÉ LES ÉTRANGES FACTURES QUI LIENT LE MINISTRE D'OUVERTURE À L'ÉTAT GABONAIS.

Roulement de tambours, silence dans la foule, étouffements de cris. Le 4 février sort l'opus de Pierre Péan, *le monde selon K.* Comprendre Bernard Kouchner. Et la promo est assurée, tous les médias s'y sont collés. Même le *Nouvel Obs*, où l'ami au sac de riz doit dérouler sa défense... et démontrer l'absence d'un quelconque conflits d'intérêts avec le Gabon, après le règlement par le petit émirat pétrolier d'une facture de 817 000 euros, à une société pour laquelle a bossé le ministre des Affaires étrangères.

Sujet obscur, absence de facture ?

Les journalistes les cherchent... et peuvent aisément les trouver. Puisque *Bakchich* les a publiées, dès le 13 janvier. Enquête à l'appui.

Et oui, Bernard Kouchner a bien travaillé pour la société Imeda, pour le compte du Gabon. Et oui, la facture de

817 000 euros d'Imeda n'a été réglée par Omar Bongo qu'entre janvier et mars 2008. Précision intéressante, Eric Danon a bien relancé la trésorerie paierie générale du Gabon durant l'été 2007, quand bien même son copain Bernard l'avait nommé ambassadeur à Monaco. Et oui, encore, Jean-Marie Bockel, alors secrétaire d'État à la Coopération et grand pourfendeur d'Omar Bongo, a été viré de son poste une semaine après règlement de cette facture...

Autant d'informations qui ont nécessité six mois d'enquêtes de la part de *Bakchich*. Mais les députés français sont des hommes de livre. Et à l'instar du PS, attendent d'avoir entre leurs mains le livre de Péan pour demander à Bernard Kouchner de d'expliquer.

Ah, s'ils savaient utiliser Internet...

Une fois le travail fait, les factures éditées, demeure pour tout prestataire de service, une petite difficulté. Se faire payer. Surtout quand il s'agit de commandes publiques.

Africa Steps/Imeda, enregistrées au registre du commerce de Paris comme sociétés de conseils et de gestion et sises à la même adresse du 130 boulevard Saint-Germain, en ont fait l'amère expérience. Avec des créances en latence avec l'État gabonais pour un montant total de 817 000 euros début 2007.

Une somme tout de même, pour ces deux boîtes de consultants dont les dirigeants présentent un joli cursus. Aujourd'hui encore gérant d'Imeda, Eric Danon devient, le 8 août 2007, ambassadeur de France à Monaco, avant d'être envoyé à Genève en février 2008 pour représenter la France à la conférence du désarmement. Toujours gérant d'Africa Steps, Jacques Baudouin œuvre, quant à lui, comme conseiller presse et communication du ministère des Affaires Étrangères. Pas du menu fretin.

D'autant que les deux hommes ont fait travailler du beau linge pour le Gabon. Deux contrats en bonne et due forme avec le ministère de la Santé. L'un courant sur 2003-2005 portant sur « un audit complet du système gabonais et proposition de réforme ». Le second, débutant en 2004, a trait à « l'élaboration d'un nouveau plan national de développement sanitaire ». Deux bels et bons projets auxquels sont associés « Bernard Kouchner président de BK conseils », comme le montrent les

deux documents exhumés par *Bakchich* ci-dessous, et issus du défunt site d'Imeda.

Bref, malgré la proximité avec le French doctor, ministre préféré des Français, inventeur du droit d'ingérence, etc... le gouvernement gabonais a trainé des pieds pour régler la douloureuse. Heureusement, pour Imeda et ses prestataires, est venu le doux été 2007. Le 8 août, Eric Danon devient ambassadeur

de France à Monaco. Et une semaine plus tôt, le 2 août, sa future excellence se fend d'un fax fort amical à l'attention du trésorier payeur général du Gabon.

« Cher Blaise, comme vous le savez, les deux sociétés accomplissent de nombreuses missions au Gabon pour le compte du gouvernement. Nous avons reçu le mois dernier, de S.E. le chef de l'État, l'assu-



→ SUITE PAGE SUIVANTE

rance que notre dernière facture serait rapidement honorée. En conséquence, celle-ci a été transmise au ministre d'État Paul Toungui, je vous l'adresse de même ci-joint ».

Un envoi intéressant, qui atteste que les deux sociétés des diplomates « accomplissent » encore en 2007 des missions au Gabon.

Selon Pierre Péan, dont les bonnes feuilles du futur bouquin ont été publiées par Marianne2.fr, le règlement de ces factures a été discuté par Bernard Kouchner soi-même, consultant devenu ministre des Affaires Étrangères, lors d'une entrevue avec le président Bongo, le 25 mai 2007.

La moiteur de l'été austral a, semble-t-il, empêché la question d'être réglée. Un deuxième fax d'Eric Danon, ambassadeur à Monaco et gérant d'Imeda, atterrit le 17 septembre 2007, sous le tampon du Trésorier Payeur général du Gabon. Le jour même de la présentation des lettres de créance de Danon à Albert II de Monaco.

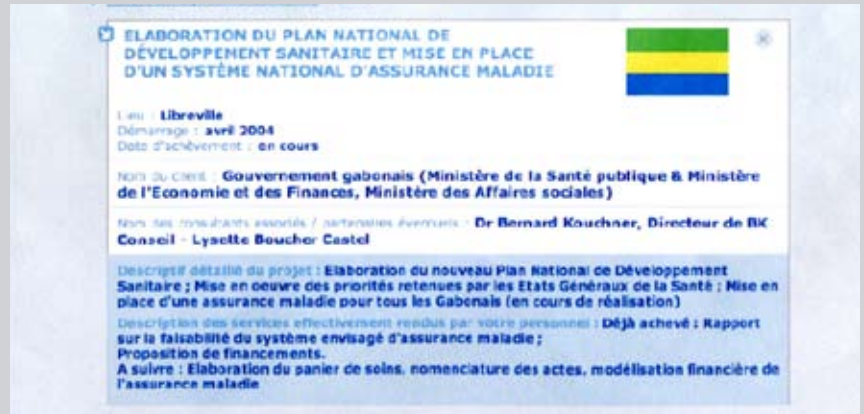
Et son excellence Danon d'arguer : « À la suite d'un entretien avec le chef de l'État et d'une conversation aujourd'hui même avec le ministre d'État Paul Toungui, ce dernier me demande de vous faire parvenir à nouveau notre dernière facture pour paiement rapide ».

Installée par la France, la bureaucratie gabonaise en a conservé une certaine langueur. Selon le relevé d'opérations du Trésor public gabonais, la dite facture n'a été honorée qu'en 2008. En deux fois. Le 24 janvier et 11 mars 2008.

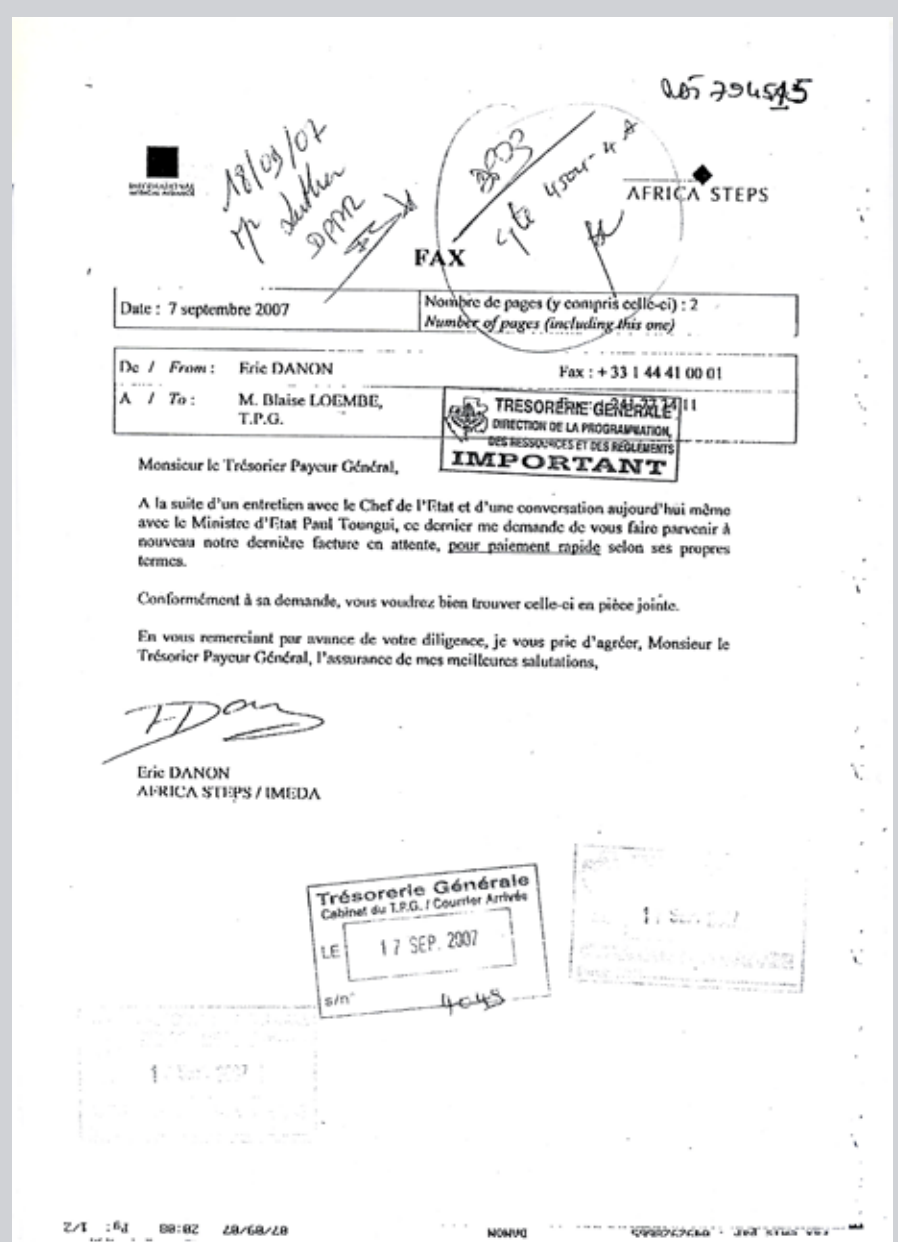
Ainsi, durant le premier trimestre 2008, l'État gabonais a reversé près d'un million d'euros à deux sociétés gérées par des proches du ministre des Affaires étrangères, pour des contrats sur lesquels a bûché le dit ministre. Original. Et peut-être un brin gênant, quand il s'agit de discuter avec les autorités gabonaises et Omar Bongo, fort nerveux après les multiples plaintes qui les touchent en France. Au moins le ministre a-t-il toujours été très discret sur la question... Étonnamment, depuis ces règlements, Eric Danon a été muté de Monaco à la conférence de désarmement de Genève. Ni Jacques Baudouin, ni Bernard Kouchner, qui a confirmé lundi matin sur Europe 1 être « très fier » de son travail sur le Gabon, n'ont répondu à nos questions. Seul Eric Danon, bien urbainement, a confirmé à Bakchich qu'il avait relancé l'État gabonais pour « ce reliquat ». La principale question qui demeure. Le montant de la somme reversée par Imeda, après règlement à la société de Bernard Kouchner.

Les comptes 2008 de BK consultants n'ont pas encore été déposés au greffe du tribunal. Nul doute que leur consultation sera enrichissante *

XAVIER MONNIER



↑ Le contrat Imeda met bien en avant le « consultant » Bernard Kouchner



↑ Imeda relance les paiements en septembre.

Toujours en souffrance, les factures des éminents consultants désormais diplomates sont renvoyés au trésorier du Gabon

Bernard Kouchner, ministre hors-la-loi

OUPS EN DEHORS DE TOUTE **LÉGALITÉ** CONSTITUTIONNELLE, LE **FRENCH DOCTOR** EST TOUJOURS PATRON DE SA BOÎTE DE CONSEILS, BK CONSULTANTS. QUI A TRAVAILLÉ POUR DES **PAYS** ENVERS LESQUELS LE MINISTRE EST PEU **CRITIQUE...**



Depuis mai 2007 et sa nomination au si prisé poste de ministre des Affaires Etrangères, Bernard Kouchner, l'éternel French doctor n'a eu que peu de temps pour lui. Trop occupé avec son président de la République chéri, Nicolas Sarkozy. Sauver le Liban, libérer les prisonniers français au Tchad, ramener la paix dans les Grand Lacs et tout dernièrement sauver la paix au Proche-Orient. Avec à chaque fois des résultats brillants.

Avec un tel agenda, le compagnon de Christine Ockrent n'a pas eu un instant à lui. Sans doute. Et le patron du Quai d'Orsay en a même oublié de lire la constitution de la V^e République, 50 ans d'âge, qui recèle finalement assez peu d'articles.

Bonne pâte, *Bakchich* a lu le texte suprême du droit français pour le ministre. Notamment son article 23, qui précise : « *Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi public ou de toute activité professionnelle.* »

Or, en fouinant dans les archives du tribunal de commerce de Paris, le nom de Bernard Kouch-

ner apparaît bien. Au titre de gérant de société. En l'occurrence la célèbre BK consultants.

Entre 2004 et 2006, comme l'avaient rapporté de nombreux articles de presse du *Canard Enchaîné* au *Nouvel Obs* en passant par *La Tribune*, cette éminente entreprise de conseil « *en développement durable en santé* » s'était illustrée en travaillant tantôt pour la firme Total en Birmanie, tantôt pour les gouvernements fort démocratiques du Gabon. Rien que de très légal pour l'entrepre-

Avec un tel agenda, le compagnon de Christine Ockrent n'a pas eu un instant à lui. Sans doute. Et le patron du Quai d'Orsay en a même oublié de lire la constitution de la V^e République.

neur Kouchner.

Mais depuis sa nomination au Quai, le seul titre de gérant de BK conseils, que le ministre occupe toujours, semble un brin illégal. Et totalement inconstitutionnel, comme l'a confirmé un éminent avocat à *Bakchich*.

Sans doute un malheureux oubli, qu'aucun homme politique, ni dans l'opposition, ni dans la majorité n'a semblé-t-il vu passer.

Et seuls quelques malandrins pourraient y voir malice. Ou faire le rapprochement entre la grande compréhension - ou discrétion - du ministre envers Total et le dossier birman, le Gabon ou le Congo et son titre de gérant de BK conseils.

Conscientes de la grande probité du ministre, les associations Sherpa et Transparency International ont d'ailleurs vendredi, lors d'un point presse, demandé son aide au ministre. L'avocat de l'un des plaignants de l'affaire des bien mal acquis par Omar Bongo en France a en effet été interdit de voyager vers Libreville. Tandis que son client est détenu dans la capitale gabonaise depuis le 31 décembre. Les deux associations ont demandé à ce que Bernard Kouchner fasse jouer les accords bilatéraux qui imposent que le Gabon accepte les avocats sur son territoire.

Trop occupé à rétablir la paix mondiale, le French Doctor n'aura peut-être pas le temps ✱

Extrait Kbis

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Extrait au 08 janvier 2009

IDENTIFICATION

Dénomination sociale :	B.K CONSULTANTS
Numéro d'identification :	451 569 859 R.C.S. PARIS
Numéro de gestion :	2004 B 00817
Date immatriculation :	15 janvier 2004

ADMINISTRATION

GERANT	MONSIEUR KOUCHNER BERNARD né(e) le 01 novembre 1939 à AVIGNON (84000) (FRANCE) de nationalité FRANÇAISE
--------	---

↑ Bernard Kouchner, toujours gérant de sa société enfreignant ainsi la Constitution.

X. M.

Bongo paie, Bockel est viré

GABONNEZ-VOUS EN MARS 2008, SITÔT QU'OMAR **BONGO** EUT RÉGLÉ 817 000 EUROS À UNE **SOCIÉTÉ** POUR LAQUELLE A TRAVAILLÉ BERNARD **KOUCHNER**, IL OBTENAIT LA TÊTE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA **COOPÉRATION** QUI LE CRITIQUAIT.

Bernard Kouchner, ministre des factures étrangères. Cet excellent titre, et les révélations de nos papiers de la semaine dernière ont reçu un écho appréciable auprès de nos internautes. Moins du côté des confrères. Encore moins du

En résumé, Omar Bongo règle une facture de 817 000 euros à une société pour laquelle a bossé Bernard Kouchner. Une semaine plus tard, le secrétaire d'État à la coopération française qui l'énervait est viré.

côté des politiques : ni l'opposition ni le gouvernement ne se sont penchés sur la question. Qu'un ministre des Affaires étrangères viole la Constitution en étant toujours patron d'une société de consultants et en ayant longtemps bossé pour des États étrangers aussi respectables que le président Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso... Rien à redire. Que l'une des sociétés pour laquelle il ait bossé, toujours gérée par un de ses collaborateurs, relance un État étranger pour qu'il s'acquitte d'une douloureuse facture de 817 000 euros en 2007, quand bien même il est en poste... Normal et tellement usuel. Bref.

L'échéancier du paiement de cette fameuse facture de 817 000 euros ne choquera que les plus tatillons. Voire les plus mauvais esprits, s'ils le rapprochent du calendrier de la vie politique française et de ses soubresauts.

Après avoir travaillé pour l'État gabo-

nais, Imeda, à l'été 2007 puis en septembre 2007, comme l'a déjà raconté *Bakchich*, relance le pays d'Omar Bongo pour qu'il règle l'ardoise de 817 000 euros.

Alors ambassadeur à Monaco, le boss d'Imeda, se fend de deux missives au Trésorier payeur général gabonais.

Mais les versements, comme le détaillent (en Francs CFA) le document publié ci-dessous par *Bakchich*, n'interviennent que le 31 janvier puis le 11 mars 2008. Une époque fort agitée des relations franco-gabonaises...

Les résultats de l'enquête préliminaire ouverte à Paris sur les biens acquis par Omar Bongo et ses pairs africains fleurissent dans les journaux. En particulier sur les chèques-cadeaux d'Omar Bongo, tirés de la trésorerie paierie générale de l'État, pour s'acheter des voitures de luxe. Ou encore un reportage de France 2 qui a particulièrement énervé ce vieil Omar.

Entre ces petits secrets de famille évanescents, et le discours du secrétaire d'État à la Coopération de l'époque, Jean-Marie Bockel, voulant signer « l'acte de décès de la Françafrique » dont le président gabonais est le pilier, le « mollah » Omar a vu tout rouge.

Bockel a donc été muté vers les anciens combattants dès le 18 mars. Une semaine après le dernier règlement de l'État



gabonais à Imeda. Et 8 jours plus tard, le patron de la société, Eric Danon, a appris qu'il ne profiterait pas du soleil de la Côte d'Azur. Nommé en août 2007 ambassadeur de France en principauté, il est prié de déménager vers Genève pour représenter la France à la conférence du désarmement...

En résumé, Omar Bongo règle une facture de 817 000 euros à une société pour laquelle a bossé Bernard Kouchner. Une semaine plus tard, le secrétaire d'État à la coopération française qui l'énervait est viré. Puis l'ambassadeur de France à Monaco, patron de la société qui a reçu les fonds, se fait muter vers un placard. Sans doute une simple cascade de coïncidences de dates *

X. M.

TRESOR PUBLIC

ETAT DE REGLEMENTS

11/03/2006

Date de règlement	Bénéficiaires	Montant	Domiciliation	N° BV ou Ordre de transfert	Observations
19/01/2004	IMEDA	500 000 000	Etranger Via BGFI	BV 3202878	Règlement facture
06/05/2005	AFRICA STEPS	700 000 000	CIC Paris Monparnasse	51014	Règlement facture
24/01/2008	IMEDIA	267 958 435	BGFI cpte 41002161011	71001378	Règlement facture
11/03/2008	IMEDA	267 958 435	BGFI cpte 41002161011	71002046	Règlement facture
TOTAL		1 735 916 870			

↑ Les échéances de paiement du Trésor Gabonais aux deux sociétés pour lesquelles a travaillé Bernard Kouchner

Kouchner, un ami en or massif

COPAIN VOICI UN BIEN BEL **ITINÉRAIRE** QUE CELUI DE PIERRE **LUNEL**, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ **PARIS VIII**, DEVENU CONSEILLER AU QUAI D'ORSAY, MALGRÉ UNE FÂCHEUSE TENDANCE AU **MÉLANGE** DES GENRES. MERCI QUI ? MERCI **BERNARD**.

Révélee en avril 2007 par le *Canard Enchaîné*, l'affaire à fait un grand bruit. Au point de déclencher une enquête judiciaire toujours en cours. L'ancien président de l'Université Paris VIII, Pierre Lunel, avait pris, lors de son mandat, la mauvaise habitude de confondre les intérêts de la fac, haut lieu de la précarité étudiante, et les siens.

Le bon président, ses anciens collègues s'en souviennent « n'avait rien à cirer de la faculté ». Il préférait occuper son temps à de multiples activités associatives. Parmi lesquelles, concert contre l'esclavage au Sénégal, développement de la coopération en Russie avec des services pédiatriques anticancéreux ou intervention à Rio à un « observatoire international sur le corps transformé. » S'y ajoutaient un festival « Piano Folies » organisé dans une dizaine de villes en France, sa participation à une association consacrée aux « Images du savoir »

et bien d'autres petites sauteries.

Une dynamique PME, menée par un Pierre Lunel tout feu tout flamme, qui vivait aux frais de l'Université Paris VIII. Ainsi, nombre de frais étaient pris en charge par le budget de la faculté. Salariés logés au frais de la princesse, frais de col-

Une dynamique PME, menée par un Pierre Lunel tout feu tout flamme, qui vivait aux frais de l'Université Paris VIII.

lecte pour ses associations remboursés par Paris VII qui, rappelons-le, compte 26 000 étudiants et détient le record absolu de décrochage avec 50% d'étudiants qui abandonnent leur scolarité dès leur première année.

Plus grave, le président Lunel s'était attribué la « direction artistique » ou la « production déléguée » de beaucoup de ces manifestations : 15 000 euros par ci, 10 000 euros par là... Pierre Lunel a ensuite quitté l'université pour d'autres

cioux.

Récupéré début 2007 par Xavier Darcos comme délégué interministériel à l'orientation, l'expérience a tourné court quand le ministre a eu vent des pratiques de Pierre Lunel. Mais c'était sans compter sur son ami Bernard Kouchner, toujours

prêt à secourir les copains dans le pétrin. Sans doute séduit par l'habileté de Lunel à mélanger les genres, le ministre des Factures étrangères l'a fait venir

au Quai d'Orsay, comme conseiller, où il trime toujours aujourd'hui.

Sans doute aura-t-il croisé son ancien collègue, Patrick Aeberrard, professeur de droit médical, associé à l'Université Paris VIII, nommé par lui, et grand organisateur d'un raout sur la Santé prévu pour 2009 au Kurdistan, et dont *Bakchich* vous a conté les dessous dans ce numéro.

Le monde est petit *

SIMON PIEL

PIERRE LUNEL, UNE RAISON
DE PLUS DE PRÉFÉRER
LES IUT*...



* VOIR L'ARTICLE "IN MEMORIAM, LES IUT" SUR BAKCHICH. div'

Alain de Pouzilhac, Christine Ockrent et le million

FRANCE MONDE LA VOIX ET L'IMAGE DE LA FRANCE DANS LE MONDE N'ONT PAS DE PRIX. LES PATRONS DE L'AUDIOVISUEL EXTÉRIEUR FRANÇAIS, FRANCE MONDE POUR LES NON INITIÉS, ONT LE LEUR : UN MILLION D'EUROS POUR ALAIN DE POUZILHAC ET CHRISTINE OCKRENT.

La refonte de l'audiovisuel extérieur français, si subtilement baptisée AEF^[1], n'inquiète pas que les salariés de RFI, France 24 ou TV5 et autres. Elle fait aussi grimper aux rideaux la très institutionnelle et d'habitude peu expressive Direction de développement des médias (DDM). Non que l'office gouvernemental s'inquiétât de la ligne éditoriale du futur ensemble ou du sort des salariés éjectés. La DDM est tout simplement tombée sur la fiche de paie de l'hydre à deux têtes de l'ensemble, la directrice générale Christine Ockrent et le président Alain de Pouzilhac : un million d'euros brut annuel avec les charges sociales pour les deux compères. Bon, dit comme ça, cela paraît gros.

Cela ne représente après tout qu'un salaire mensuel de 40 000 euros pour chacun d'eux. Mais le chiffre est toujours trop imposant pour ces gagne-petits fonctionnaires de la Direction de développement des médias, officine dépendant de Matignon, qui ont découvert le pot aux roses. Et ont été un peu éblouis. Diable ! Ignorent-ils que la voix et l'image de la France ont un prix ?

Dans l'administration qui gère désormais l'Audiovisuel extérieur de la France - Matignon et le ministère de la Culture, puisque le Quai d'Orsay se méfie du dossier et a oublié sa tutelle un soir au fond des bois sans témoins pour éviter le conflit d'intérêt entre Madame et Monsieur Kouchner/Ockrent - les petites mains ont été saisies du syndrome de la feuille d'impôt de Chaban. Et se sont mis à fuir grave, les malheureux. Initialement, décrivent doctement ces égarés de la fonction publique, la Reine Christine avait réclamé 60 000 euros mensuels nets pour consentir à diriger l'éditorial du nouveau pôle de l'Audiovisuel extérieur de la France. Un bel effort. Comme l'avaient révélés *Le Point* et *Bakchich*, pour 40 émissions annuelles de trois minutes sur France 24, dame

Ockrent avait joliment négocié une obole de 120 000 euros nets. La prise de fonction dirigeante l'aura ainsi responsabilisée...

Publicitaire éjecté d'Havas par les soins de l'ami Yachtman du président Sarkozy, Vincent Bolloré (cf. Poupou et Bollo,

déjà vides !

Et si le budget global de l'audiovisuel extérieur a sensiblement augmenté au cours des six dernières années de quelque 31%, tout a été englouti par la nouvelle et vorace venue France 24, née à la fin 2006, notent les fâcheux.

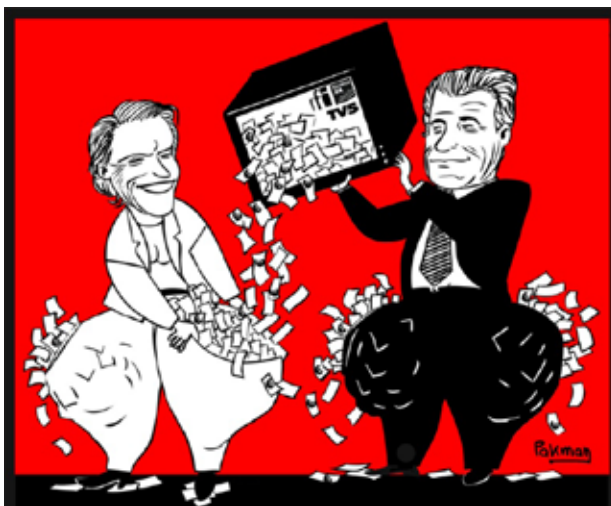
Cher, très cher pour cette belle réalisation technique dont la mesure d'audience est pudiquement qualifiée de « délicate » dans les différents rapports. Comprendre que le monde entier nous l'envie sans toutefois la regarder. Normal après tout. L'ambition de la chaîne, outre de poser « un regard français » sur l'actualité, est d'influencer les « leaders d'opinion », pas la plèbe...

Autant d'arguments reçus par les austères parlementaires et autres fonctionnaires comme des raisons de fuir... Sans même considérer les nouveaux efforts de Poupou et Titine qui, leur petit million en poche, s'échinent à réaliser des économies « d'échelle », disent-ils en ces temps de bourse vide pour l'État.

Dans le cadre du rapprochement et, à terme, de la fusion entre France 24 et RFI, un plan social concernant quelque 400 personnes est, d'ores et déjà, prévu. Sont notamment dans le collimateur, les rédactions de langues qui font la richesse, l'expertise et l'intérêt de la Radio du monde. En attendant, quatre procédures de licenciements secs pour motifs disciplinaires sont en cours à RFI. Même chose à France 24, où le couple-couple veut s'attaquer « au scandale des trop gros salaires ». Une véritable déclaration aux malotrus qui s'offusquent de leurs émoluments et s'enquiert de la vide bourse de l'État... Sans effet.

Pourtant, avec de tels managers, plane autour de l'AEF une atmosphère de temps béni... *

X. M.



une guerre de patron de presse), Alain de Pouzilhac ne pouvait pas faire moins. L'inventeur du slogan « un constructeur sort ses griffes », s'est gentiment ajusté sur les louables efforts budgétaires de la femme du ministre des Affaires étrangères. Tant d'efforts peu récompensés. Aux courageux serrages de ceinture de « Poupou » et « Titine », fonctionnaires, députés et sénateurs récalcitrants opposent les dernières études tombées entre leurs mains. Au choix une somme de la cour des comptes sur l'audiovisuel extérieur, révélé par *les Échos* le 18 août dernier ou un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale, daté du 22 juillet. Un monceau de 400 pages agrémenté de mots doux. « Conditions d'indexation généreuses » et « financement baroque » pour France 24. « une déficience stratégique d'ensemble, un pilotage défaillant, une dispersion des moyens, et un budget d'une obscure clarté », pour l'ensemble de l'audiovisuel public français. Au feu, les caisses sont

[1] également acronyme d'Afrique Équatoriale Française, gouvernement qui administrait les colonies d'Afrique centrale

BOUTEFLIKA COMPLÈTEMENT À L'OUEST

ENFANT PRODIGE LA VILLE D'**ORAN** EST BIEN PARTIE POUR DEVENIR LA **CAPITALE** ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE. LE **PRÉSIDENT** BOUTEFLIKA, SUR LE POINT D'ANNONCER SA **CANDIDATURE** À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL, FAIT TOUT POUR.



BOUTEFLIKA À L'OUEST | SUITE

C'est la fin d'un suspens qui n'en n'a jamais été un. Abdelaziz Bouteflika devrait annoncer sa candidature à l'élection présidentielle d'avril dans les tous prochains jours. Et vu qu'aucun candidat digne de ce nom ne s'est déclaré, il devrait être élu avec un score à la soviétique et un taux d'abstention record.

Mais voilà qui ne gênera guère la région de l'Ouest algérien qui est en quelque

si criant que, sur le Net, certains protestataires n'hésitent plus à parler de « gang d'Oujda », en référence à la ville natale d'Abdelaziz Bouteflika, ou de « ségrégation régionale ». Et balancent des statistiques.

Selon, le blog intitulé Contre le clan d'Oujda, « plus de 80% des Ambassadeurs, Consuls Généraux et Consuls que Bouteflika a nommé depuis 1999 (...) notamment, sont issus de 4 ou 5 wilayas de l'Ouest du pays. Plus de 80% des walis et Chefs de Daira que Bouteflika a nommé depuis 1999 (...) sont issus de 4 ou 5 wilayas

En Algérie, comme au Maroc d'ailleurs, le régionalisme n'est pas un vain mot et, quand on a réussi dans la vie, on met un point d'honneur à donner un coup de pouce à son patelin d'origine.

sorte celle d'origine du président, né à Oujda (Maroc) en 1937. Depuis qu'il est au pouvoir - et surtout depuis le début de son second mandat présidentiel commencé en 2004 - Abdelaziz Bouteflika n'a eu de cesse de favoriser l'Ouest. Première bénéficiaire de cette politique qui ne dit pas son nom : la ville d'Oran, promise au statut enviable de capitale économique de l'Algérie, ainsi que sa région.

Le président n'a pas hésité à installer, par petites touches, les siens aux postes clés de l'administration algérienne. Ainsi, à El Mouradia, le palais présidentiel, les conseillers issus de l'ouest (Tlemcen, Oran...) sont ultras-majoritaires.

Idem au gouvernement pour les portefeuilles ministériels clés. C'est notamment le cas de Yazid Zerhouni (il est né en Tunisie mais sa famille est de l'ouest algérien) ministre de l'Intérieur, de Chakib Khelil, puissant ministre de l'énergie (et donc du pétrole) et de Hamid Temmar, ministre des participations et de la promotion de l'investissement. Le déséquilibre avec les autres régions de l'Algérie semble

de l'Ouest du pays. Plus de 80% des magistrats nommé par Bouteflika depuis 1999 (...) sont issus de 4 ou 5 wilayas de l'Ouest du pays. »

Résultat, c'est le plus naturellement du monde que l'ouest algérien et sa capitale, Oran, sont archi-favorisées par les autorités lorsqu'il s'agit d'y développer

les infrastructures publiques. En Algérie, comme au Maroc d'ailleurs, le régionalisme n'est pas un vain mot et, quand on a réussi dans la vie, on met un point d'honneur à donner un coup de pouce à son patelin d'origine.

C'est dans cet esprit qu'en avril 2007, Hamid Temmar, ministre des Participations et de la Promotion à l'investissement, n'hésitait pas à annoncer la somme d'argent qui serait injectée dans la réalisation de projets d'infrastructures (autoroutes, logements, hôpitaux...) pour développer Oran : 144 milliards de dinars !

Dans la même logique, la société d'hydrocarbures Sonatrach, de facto dirigée par le ministre du pétrole Chakib Khelil, est solidement mise à contribution. Le 17 décembre dernier c'est ainsi Oran, et non Alger, qui a eu le privilège d'accueillir le sommet des pays de l'Opep (pays producteurs de pétrole).

En avril 2010 c'est encore à Oran que sera organisée la 16^e conférence internationale du gaz naturel liquéfié. Là encore, la Sonatrach ne lésine pas sur les moyens. Elle a récemment signé un contrat avec une entreprise espagnole pour la construction d'un centre de conférences qui abritera le sommet. Budget de ce méga projet : 350 millions de dollars !

Comme le relève le site internet Tout sur l'Algérie, spécialisé dans les informations économiques et financières, « tous les nouveaux grands projets pétrochimiques de Sonatrach sont basés à Arzew, dans l'ouest du pays ».

Plus grave, « comme la zone industrielle est saturée, la société nationale a décidé de créer deux nouvelles zones pétrolières, toujours dans l'ouest du pays. La première de 6 000 hectares à Beni-Saf à l'extrême-ouest, entre Oran et Tlemcen, pour lancer de nouveaux projets pétrochimiques. La seconde, de plus de 4 000 hectares, est implantée à Tiaret. Elle est destinée à accueillir la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique. Initialement, cette raffinerie était prévue à Béjaïa. » Pourtant Bejaïa est le premier port algérien et dispose de toutes les infrastructures nécessaires à un tel projet...

Mais il est situé en Kabylie et certains membres du clan de l'ouest caressent l'idée de faire d'Oran, la nouvelle capitale de la Méditerranée *

LARA MACE



Le big bisou du terroriste Carlos à Barack Obama

CORRESPONDANCE DANS UNE COURTE **MISSIVE** DEPUIS SA CELLULE DE LA PRISON DE POISSY, ILICH RAMIREZ SANCHEZ, ALIAS CARLOS, FÉLICITE OBAMA ET LUI DEMANDE DE FAIRE TOUTE LA LUMIÈRE SUR LA **DISPARITION**, EN 1995, D'UN TERRORISTE SUISSE.

Quinze années de prison en France n'ont pas refroidi les ardeurs révolutionnaires de Carlos. Longtemps l'homme le plus recherché de la planète, avant qu'Oussama Ben Laden ne lui ravisse la vedette, le Vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, 59 ans, purge une peine de détention à perpétuité pour un triple meurtre commis à Paris en 1975. Dans cette lettre, envoyée le 29 janvier 2009 à la Maison-Blanche, Carlos félicite Barack Obama pour sa décision de fermer les prisons secrètes de la CIA et la base de Guantanamo à Cuba.

Mais dès la deuxième ligne, le terroriste demande au nouveau président américain de mettre en pratique ses promesses en révélant ce qui est advenu du Suisse Bruno Bréguet, l'un de ses compagnons de lutte, mystérieusement disparu le 12 novembre 1995 à bord d'un ferry-boat faisant la liaison entre le port italien d'Ancône et Igoumenitsa, en Grèce. Bruno Bréguet n'a jamais réapparu.

Carlos ne se fait pas beaucoup d'illusions sur le sort réservé à ce militant révolutionnaire, condamné en 1971 à quinze ans de prison en Israël pour transport d'explosifs. « Nous avons été informés officiellement que Bruno a été tué accidentellement durant un interrogatoire dans une base américaine dans le sud de la Hongrie ». Dans sa lettre, Ilich Ramirez Sanchez demande à Obama que le corps de « ce héros de la cause palestinienne », soit rendu à sa famille, qui habite au Tessin, le canton italo-phonique de la Suisse.

Le journaliste Laszlo Liskai, auteur de *Carlos à l'abri du rideau de fer*^[1], a recueilli les confidences d'un homme proche des services hongrois. « Bruno Bréguet serait mort lors d'un interrogatoire sur une base américaine près de la ville de Kaposvár, dans le sud de la Hongrie. Selon cet homme, c'était une bavure. Bréguet n'avait été ni torturé, ni battu sauvagement. Il serait mort vraisemblablement d'une crise cardiaque ».

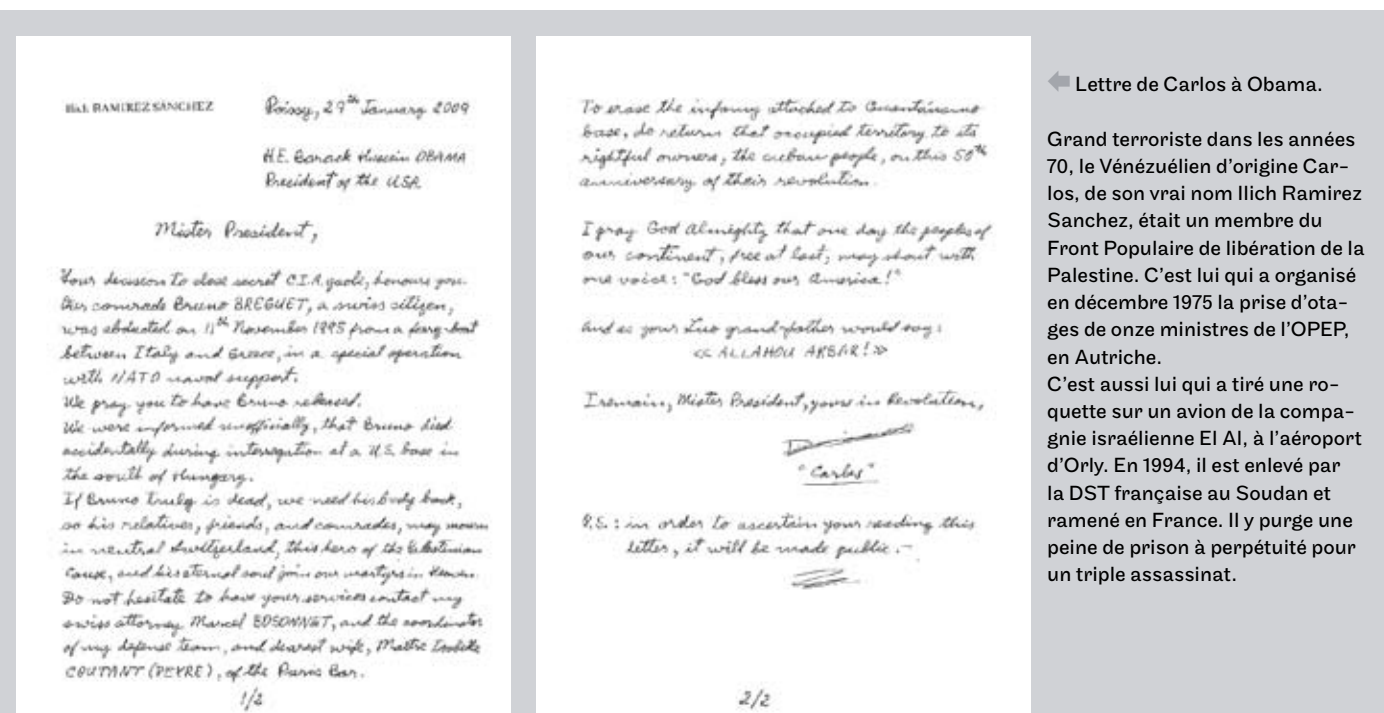
Le décès remonterait à fin 1995 ou au début 1996.

Plus d'une décennie après faits, la CIA n'aurait donc plus véritablement de raison de cacher la vérité. Seulement voilà, cet enlèvement s'est déroulé avec la complicité des services grecs, et, selon Laszlo Liskai, ancien correspondant de l'hebdomadaire *Le Point* à Budapest, des services secrets français. Expulsé d'Israël en 1977, Bruno Bréguet avait été arrêté à Paris en 1982 alors qu'il s'appêtait à exécuter un « contrat » pour le compte des Syriens.

On peut imaginer que les Français, qui avaient enlevé Carlos au Soudan en 1994, pensaient que Bruno Bréguet était susceptible à cette époque de leur livrer des informations sur son chef. Bref, Français, Grecs, et aussi Hongrois, ne rêvent peut-être pas d'autant de transparence que Barack Obama... ✱

IAN HAMEL

[1] *Carlos à l'abri du rideau de fer*, Le Seuil, 1992



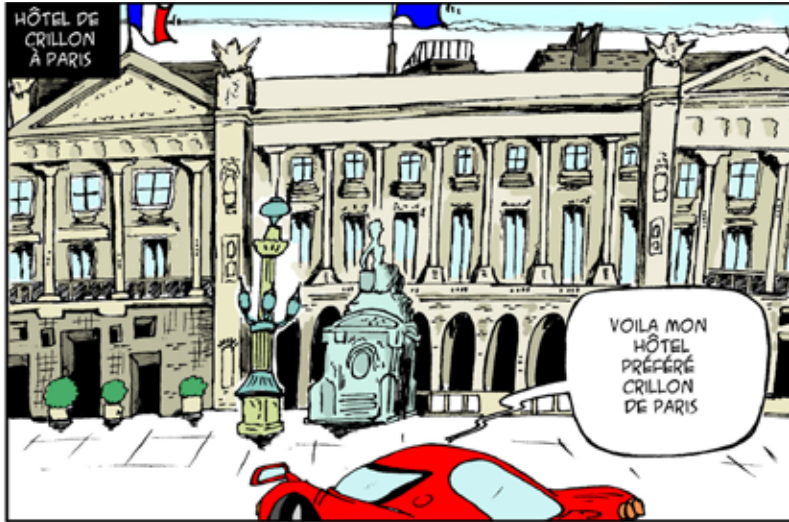
← Lettre de Carlos à Obama.

Grand terroriste dans les années 70, le Vénézuélien d'origine Carlos, de son vrai nom Ilich Ramirez Sanchez, était un membre du Front Populaire de libération de la Palestine. C'est lui qui a organisé en décembre 1975 la prise d'otages de onze ministres de l'OPEP, en Autriche.

C'est aussi lui qui a tiré une rockette sur un avion de la compagnie israélienne El Al, à l'aéroport d'Orly. En 1994, il est enlevé par la DST française au Soudan et ramené en France. Il y purge une peine de prison à perpétuité pour un triple assassinat.

LE ROI QUI NE VOULAIT PLUS ETRE ROI

ÉPISODE XVI MOHAMMED VI EST UN ROI **PEOPLE**. ET SA PIPOLERIE TROUVE SON **APOGÉE** LORSQU'IL VIENT FAIRE UN PETIT TOUR EN FRANCE OÙ, DU **CRILLON** À **COURCHEVEL**, IL OUBLIE LES SOUCIS DU **ROYAUME**.



La BD, on l'Angoulême ou on la quitte

BULLES LE GRAND **MORVANDIAU**, GRIBOUILLEUR **INSOLENT**, EST ALLÉ TRAÎNER SON **CRAYON** À ANGOULÊME ET EN A **EXTRAIT** LE MEILLEUR NECTAR DU **FESTIVAL** DE LA **BD** QUI S'EST TENU DU 29 JANVIER AU 1^{ER} FÉVRIER.

2 25 000 entrées en quatre jours, 1 300 auteurs de Bandes Dessinées, français et étrangers, une centaine de maisons d'édition, des récompenses comme s'il en pleuvait et et et ... mister Morvandiau !

Fieffé collaborateur de *Bakchich*, l'ami, un brin agité du crayon, participe à de nombreuses aventures éditoriales alternatives et a profité du rendez-vous charentais pour présenter en avant-première *Algéries intimes*, un documentaire de Nathalie Marcault consacré à son dernier livre *D'Algérie* (<http://dalgerie.over-blog.com/>).

Pour vous, chanceux lecteurs mais surtout instemiables abonnés, il est allé promener sa plume et son mauvais esprit dans les travées de la 36^{ème} édition du festival de la BD d'Angoulême.

Présidé par Charles Berberian, et Philippe Dupuy, le festival a

mis à l'honneur de nombreux talents issus de la BD indépendante. Parmi lesquels Blutch alias Christian Hincker, 41 ans, auteur de *Petit Christian* édité chez l'Association (Palme d'or) ou encore Winshluss pour *Pinocchio* paru aux éditions Les Requins marteaux (fauve d'or du meilleur album).

Mais aussi du plus classique avec Spirou et Fantasio, *Le journal d'un ingénu* d'Emile Bravo (Dupuis) ou encore le désormais confirmé Johann Sfar pour *Prince* (Gallimard).

Du rires, des larmes, et des bulles.

Surtout des bulles ✨

SIMON PIEL

PS : Retrouvez Morvandiau sur son blog

Bédé partout, justice nulle part à l'adresse suivante :

<http://www.bakchich.info/rubrique124.html>



"NI DIEU NI MAITRE JUSTE UNE GONZESSE"
citation extraite de l'expo Winshluss

VOILÀ PASSÉ JANVIER, L'HEURE DE PARLER BANDE DESSINÉE. ANGOULÊME ET SON FESTIVAL IMPOSENT CET EXERCICE - PLUTÔT RARE LE RESTE DE L'ANNÉE - À LA PLUPART DES MÉDIAS GÉNÉRALISTES. FAUT-IL S'EN RÉJOUIR OU S'EN DÉSOLER ? JE N'EN SAIS RIEN : CET IMPROMPTU, PARFOIS RÉ-JOUISSANT, DEMEURE SOUVENT PATHÉTIQUE TANT IL CHARRIE LES CLICHÉS. POUR MA PART, JE SAUTE DANS UN TRAIN RENNES-ANGOULÊME LE MERCREDI 28 JANVIER. TRAVERSÉE DE

PAYSAGES COUVERTS D'EAU ET ARRIVÉE POUR L'INAUGURATION DES EXPOSITIONS A' LA CITÉ INTERNATIONALE DE LA BANDE DESSINÉE ET DE L'IMAGE.

À QUOI SERT UNE EXPOSITION DE BANDE DESSINÉE?

Faire découvrir un artiste!
 Public enthousiaste

Mettre les pages originales d'un auteur qu'on connaît déjà!
 Auteur complexe

OK
 Et quoi d'autre?

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

ANGOULÊME | SUITE



PROPRE PAYS. SIÈGE DES TEMPS ? CEUX QUI NE SE DÉPLACERONT PAS POUR VOIR CETTE EXPO TRONQUÉE POURRONT LIRE LE RECUEIL MAGNIFIQUE DE CES ARTISTES PLEINS D'HUMOUR ET POLITIQUEMENT CONCERNÉS (chez L'Association).

"LA MAISON CLOSE", EXPO-PERFORMANCE À CONTRE-PIED ME LAISSE AUSSI SUR MA

FAIM MAIS CETTE INVITATION DU DUO RUPPERT ET MULOT À D'AUTRES AUTEURS FONCTIONNE TRÈS BIEN SUR INTERNET :

WWW.BDANGOULÊME.COM (rubrique "Expositions").

JEUDI 29 JANVIER. LA FAILLE SPATIO-TEMPORELLE DU FESTIVAL - 4 JOURS ET 4 NUITS, 225 000 VISITEURS DANS CETTE VILLE DE 50 000 HABITANTS - EST DOUBLÉE DE L'AMBIANCE SURVOLÉE QUI AGITE TOUTE LA FRANCE.

"33 000 manifestants ici, un record", SELON UN SYNDICALISTE CROISÉ DANS LA RUE. MÊME LES COPAINS DU "NOUVEAU JOURNAL DE JUDITH ET MARINETTE" ONT FERMÉ LEUR STAND AU PUBLIC!



IL N'A PAS ENCORE REÇU LE PRIX DU MEILLEUR ALBUM POUR PINOCCHIO (Les Requins marteaux) MAIS WINSHLUSS ET L'ÉQUIPE DU CIMETIÈRE DE VILLEMOLLE PRÉSENTENT L'EXPO LA PLUS RÉUSSIE DANS LE CADRE D'UNE VILLE PRESQUE FICTIVE DU TARN.



Ici les tombes des éditeurs de Winshluss

JE RATE LES EXPOS SUR MIZUKI, SUR LA BD FLAMANDE ET LA SOIRÉE SINÉ HEBDO (REFOULÉ PAR LES VIGILES) MAIS GARDE AU CŒUR LE SOUVENIR ÉMU DE LA CITÉ ANGOUMOISINE. février 2009 MORVANDIAU



Expliquer un métier!

OK d'accord

Mais pourquoi alors mon sentiment prédominant quand je déambule dans ces expos, c'est que je ferais mieux de rentrer chez moi lire les ouvrages de ces auteurs?

Ah bah j'en sais rien

Est-ce que LE festival le plus important en Europe ne pourrait pas envisager l'exposition comme un travail de création en soi?!

Ah oui je sais pas

Mais enfin calmez-vous, vous me faites mal!



Est-ce que, nom d'un chien, on va en finir avec ces planches de bande dessinée alignées sur le mur?!

désolé

c'est la passion

je suis un misérable

BREF, OUTRE LA COLLECTION D'ŒUVRES DE LEURS COMPÈRES - TOUCHANTE PORTE D'ENTRÉE DANS LEUR UNIVERS - LA MISE EN SCÈNE DU TRAVAIL DE DUPUY ET BERBERIAN ME RENVOIE L'IMPRESSION PARADOXALE QUE JE PRÉFÈRE DE LOIN LA LECTURE DE LEURS LIVRES. POUR LES MÊMES RAISONS, LES HISTOIRES DE LA JAPONAISE KIRIKO NANANAN M'APPARAÎSENT TRANSPARENTES. LES SUD-AFRICAÎNS DE BITTERKOMIX DÉCOUVRENT EN FRANCE LES JOIES D'UNE CENSURE QU'ILS COMBATTENT HABITUELLEMENT DANS LEUR

Pétition nationale pour délocaliser l'Élysée à Vire

Martine Aubry, l'éléphante infante première du PS, a un sens de l'à propos épantant. Après la réaction de Nicolas Sarkozy à la grève du 29, notre première secrétaire déclare : « *Le président de la République a écouté les manifestants mais il ne les a pas entendus* ». Ouïe qui voudrait dire non ? Cette saillie de la mairesse de Lille reste ce qu'elle est, un appel au chaos. Pourquoi ? Parce qu'au même moment, Sarko vire le préfet et le chef des flics de la Manche, rapport aux sifflets volants bas, que lui, Nicolas imperator, a entendus lors de son passage à Saint-Lô où il était venu souhaiter la bonne année aux enseignants. Autrement dit, heureusement que Sarko n'a pas « *entendu les manifestants* », ceux du 29, sans quoi il les aurait virés (si les patrons ne l'avaient déjà fait). À ce propos, je milite et lance une pétition pour que l'on établisse la présidence de

la République à Vire, dans le Calvados. La purge précédente de notre cher président, qui doit dormir avec les œuvres complètes de Béria sous l'oreiller, avait eu lieu en Corse, pays, il est vrai habitué à l'usage du ricin. Cet antécédent (comme on dit dans la police) était un clystère administré pour défendre l'intégrité territoriale d'un acteur ami du président. Des nationalistes écolos avaient alors tapé sur le Clavier, sans faire de maux puisque l'assaut contre le bétonnage de la côte s'était limité à la noyade d'un coq en plâtre jeté dans l'eau bleue de la piscine du comédien.

Pourtant, suite au forfait, si le préfet avait échappé à la guillotine, le chef de la police a été convié à désormais régler l'importante circulation d'une charmante ville du type Hazebrouck.

À cette occasion, s'est confirmée une réalité que nous connaissons : le président est un homme de cœur pour lequel l'ami-

tié n'a pas de prix. Problème, il éprouve tellement de passion pour lui-même, qu'il applique à son usage les règles dont on pensait qu'il les réservait aux autres aimés. Quand il y a sifflet, Sarko vire. Souhaitons que Nicolas ne se rende pas tout de suite dans un stade, il y renverrait l'arbitre aux vestiaires. Ou encore qu'il n'aille pas écouter « Terretektorh » de Iannis Xénakis (en compagnie de Marin Karmitz et le risque me semble mince), mais, là aussi, il y a des sifflets en bouche. Pourtant, au prétexte que ces instruments sonores ont des roulettes, comme les casinos de Barrière, peut-être qu'il y aura tolérance ? En ce qui me concerne, quand je vais dans l'un de ces « Leader Price » dont regorge le faubourg Saint-Honoré, passant devant l'Élysée avec mon cabas, j'arrête de siffler.

Signez ici si vous soutenez mon projet, celui de transférer l'Élysée à VIRE... *

JACQUES-MARIE BOURGET

Vue de notre chère Afrique, votre situation, sœurs et frères gaulois, nous paraît gravement marquée par une très grande solitude. Au moment où la crise économique et financière mondiale exigerait de grandes solidarités, les hésitations de votre Kaiser Sarkozy interrogé par quelques journalistes au milieu de la salle des fêtes du château de l'Élysée sont apparues très étranges et sa prestation marquée par une inquiétante et profonde solitude. Votre Président est tragiquement seul.

Les téléspectateurs, et sûrement les plus pauvres et nécessiteux des Français, attendaient avec impatience et angoisse d'être rassurés par votre Président de la République. Ils seront probablement très déçus. Le Kaiser s'est montré très isolé dans son palais mais surtout déconnecté par rapport aux préoccupations et aux revendications de nombreuses catégories de Français. Il régnait, bizarrement, une vieille atmosphère giscardienne dans cette vraie fausse conférence de presse. Je, moi, je, une sorte d'égoïsme technocratique transpirait de l'attitude et des paroles de ce président français, certes énergique et habile, mais tout à coup, face aux grandes difficultés de son peuple ; le Kaiser SarkocO ne paraissait plus qu'être seulement le Premier Ministre de la France.

Un fusible a sauté. Nicolas Sarkozy n'est plus un chef d'équipe, il n'est malheureusement pour vous pas le chef d'État et le président de tous les Français, mais un politicien tâtonnant, parfois de façon incohérente, premier de ses ministres, même

si le bagout et le culot le caractérise encore fortement. Rassembleur et entraîneur, il ne l'est plus guère. Sûr de lui et dominateur, il tente bien de le rester malgré l'isolement dans lequel il s'enferme. Il bénéficie, dans le début de tragédie que

la France va connaître, de l'absence mortelle d'une opposition constructive et déterminée et d'un parlement et de médias incapables de l'alerter sérieusement sur la gravité de la situation.

Dans son isolement, votre Kaiser SarkocO, à l'image d'un président africain, se cantonne de plus en plus dans des considérations et des commentaires disjonctés de la rue, des usines, des ateliers, des champs, des bateaux de pêche, des commerces et des bureaux où triment tant de salariés ! Il n'entend plus les étudiants et les chercheurs, les précaires et les chômeurs. Peut-être écoute-t-il encore, dans son exercice solitaire du pouvoir, quelques Minc, Guaino, Messier, Attali, ou les nards comme Tapie ou Kouchner...

Ne vous découragez pas cependant, chers Gaulois votre Conducator s'est référé au Général de Gaulle : celui-ci avait relancé des investissements très productifs, pendant la prospérité, mais en rassemblant tous les français et en canalisant judicieusement les énergies.

Puissent vos syndicats, vos travailleurs, vos forces vives se réunir pour aider votre Chef d'État à sortir de sa solitude car pour l'instant il rame difficilement et bien isolé à contre courant *

S.A.R LE PRINCE POKOU

Le prince POKOU CHRONIQUE

SOLITUDE

Rachida Dati, de l'héroïne pure XIX^e

LA VIE D'UNE AUTRE RACHIDA DATI, DIGNE D'UN ROMAN DE MAUPASSANT ? C'EST LA THÈSE DU LIVRE DE MICHAËL DARMON ET YVES DERAÏ, « BELLE-AMIE ».

« **L**a longue marche de Rachida Dati quittant Chalon-sur-Saône dans l'indifférence pour connaître son apogée (...), à la droite de Nicolas Sarkozy déroule une trame romanesque dans la veine des héros de la littérature française du XIX^e siècle ». Tel est le constat que posent d'emblée les deux journalistes-auteurs de ce livre sur Rachida Dati, Michaël Darmon et Yves Derai.

Et pour ces deux journalistes qui ont mené l'enquête, Rachida Dati n'est pas n'importe quelle héroïne ! Ambitieuse, anticonformiste, elle a tout du « Rastignac de Balzac. Plus encore, à George Duroy, le personnage de Maupassant surnommé « Bel-ami » par la fille de l'une de ses conquêtes. Débarqué dans la capitale sans le sou, il atteindra les sommets grâce à son intelligence des situations, son pouvoir de séduction, son pouvoir de séduction et d'intrigue et un incomparable instinct de survie ».

Depuis des lustres, Rachida Dati cultive son carnet d'adresses et sa science du comportement dans le beau monde... Sa chance, elle l'a toujours provoquée, précisent-ils encore. L'intéressée a donc commencé par se rapprocher de l'ex-garde des Sceaux, Albin Chalandon, puis harponné Nicolas Sarkozy, conquis le cœur de Cécilia, laminé ses rivales... Jusqu'à devenir porte-parole du candidat Sarkozy et ministre de la Justice. Selon Darmon et Derai, « on ne change pas une méthode qui gagne. Elle tient en deux mots : culot et séduction. »

Et pour les deux auteurs de l'ouvrage, pas de doute : « à bien des égards, Rachida Dati s'apparente à une « Belle-Amie » des temps modernes. Derrière la légende de la beurette apeurée et travailleuse, une posture savamment étudiée, la réalité est plus prosaïque. Rien ne lui est arrivé par hasard. Tout a été calculé, organisé, arraché ou dérobé ». Pour percer, l'actuelle Garde des Sceaux a écrit nombre de lettres, au point de remettre au goût du jour la conquête épistolaire façon XVIII^e siècle. Elle écrit à Claude Guéant, déjà bras droit de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, qui finit par la

recevoir avec la ferme intention de lui expliquer qu'il n'y a pas de place pour elle dans le dispositif. Rachida Dati ne reste pas sur cet échec. Elle obtient un rendez-vous avec Sarko, en personne. « Belle-Amie », glissent les auteurs de

l'ouvrage, « casse les codes » et « force le portail de la forteresse Sarko ». Au fil des rencontres, les deux auteurs reconstituent l'histoire de Rachida Dati, loin de l'icône de la méritocratie. À l'opposé, pourrait-on dire, « plutôt du côté des passe-droits », selon l'expression d'une autre représentante de la diversité interviewée en off par les deux journalistes. « Son tempérament tient lieu de compétence, ses origines de viatique.

Elle s'en défend vigoureusement tout en jouant sur les deux tableaux », lâchent encore Michaël Darmon et Yves Derai.

Petit à petit, Dati, jeune conseillère du ministre de l'Intérieur a donc enfoncé les portes, jusqu'à devenir centrale en Sarkozie. On est 2005. Quand Cécilia Sarkozy s'envole pour rejoindre Richard Attias, Sarkozy alors ministre de l'Intérieur la sollicite pour convaincre son épouse de revenir. La jeune femme finit par avoir toutes les qualités essentielles en politiques, comme le note une ancienne de ses connaissances : « C'est une tueuse et une intrigante » qui finit par gravir les échelons. Et même la « sœur » de l'épouse blessée.

« Le système Dati », racontent les journalistes, « se met en action dès lors qu'une étape est franchie : il élimine les témoins de l'époque passée ». D'ailleurs, en 2008 et le remariage de Sarkozy avec Carla Bruni, Dati retourne sa veste et disparaît brutalement de la vie de Cécilia. La ministre fait son possible pour devenir l'amie de la nouvelle First Lady... qui lui signifie clairement qu'elle peut aller voir ailleurs. Et vlan !

Mais Dati rebondit. Malgré Fadela Amara et Rama Yade qui lui disputent son statut d'icône de la diversité, la ministre de la Justice fait tout pour se distinguer... unique obsession de l'hyperactive du gouvernement. On connaît la suite : la grossesse et la naissance de

sa fille Zohra avec un mystère autour de l'identité du père sur lequel reviennent les auteurs. Sauf pour *Bakchich* !

Puis s'enchaînent les nombreux départs du cabinet Dati et l'exaspération de Sarkozy. Seul, le futur de Belle-Amie demeure une énigme. En disgrâce mais liée d'amitié à Sarkozy... François, frère de Nicolas, avec lequel elle échange mille et un SMS. L'héroïne s'accroche... ✨

MARION MOURGUE



OURS

Directeur de la rédaction : Nicolas Beau (beaunicolas@hotmail.fr) / **Directeur-adjoint de la rédaction & Directeur de la publication :** Xavier Monnier (xm@bakchich.info) / **Comité éditorial :** Éric Laurent, Jacques-Marie Bourget / **Rédacteur en chef :** Laurent Léger (ll@bakchich.info) / **Conception graphique :** Guillaume Barou / **Maquettiste :** Émilie Parrod / **M. Opérations spéciales :** Bertrand Rothé (br@bakchich.info) / **Responsable administratif et financier :** Eric de Saint-Léger (daf@bakchich.info) /

Publicité : Hi-Médias / **Relations publiques :** LP Conseils / **Rédaction :** Marion Gay, Catherine Graciet (cg@bakchich.info), Anthony Lesme (al@bakchich.info), Eric Laffitte, Marion Mourgue (mm@bakchich.info), Simon Piel (sp@bakchich.info), Bertrand Rothé, Anaëlle Verzaux (av@bakchich.info) /

Dessinateurs : Baroug, Cacatie, Khalid, Kerleroux, Mor, Morvandiau, Nardo, Oliv', Pakman, PieR, Soularue...

Bakchich est édité par le **Groupe Bakchich**, SAS de presse au capital de 37 000 euros.

Siège social : 118-130 avenue Jean Jaurès 75019 Paris chez ABC Liv

Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.

S'ABONNER, UN GESTE D'AMOUR

NOM :
PRÉNOM :
E-MAIL :

Un an / 35 euros 6 mois / 18 euros
 3 mois / 10 euros
 Soutien (un an) / beaucoup plus

Remarques pertinentes :

**Bakchich | 121 rue de Charonne,
75011 Paris**

PROCHAIN NUMÉRO LE 13 FÉVRIER